

LA RÉELLE VALEUR DU DIAMANT,
D'UN POINT DE VUE SOCIOLOGIQUE
ET ÉCOLOGIQUE



LA RÉELLE VALEUR DU DIAMANT, D'UN POINT DE VUE SOCIOLOGIQUE ET ÉCOLOGIQUE

Rédigé par Maya Puna

Recherche théorique de Bachelor Thesis

Haute école d'art et de design, HEAD – Genève

Filière Design bijou et accessoires

Année académique 2021-2022

— **HEAD**
Genève

Supervisé par Aurélie Gfeller

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	<i>p.5</i>
ABSTRACT	<i>p.7</i>
INTRODUCTION	<i>p.9</i>
CONTEXTE PRÉALABLE	<i>p.10</i>
ANGOLA	<i>p.17</i>
Partie 1 : LES DIAMANTS ET L'ANGOLA	<i>p.17</i>
Partie 2 : LES COÛTS SOCIAUX	<i>p.25</i>
Partie 3 : LES COÛTS ENVIRONNEMENTAUX ET LA QUESTION DU DIAMANT SYNTHÉTIQUE	<i>p.32</i>
CONCLUSION	<i>p.41</i>
LEXIQUE	<i>p.45</i>
BIBLIOGRAPHIE	<i>p.47</i>
ICONOGRAPHIE	<i>p.49</i>

REMERCIEMENTS

Je remercie Aurélie Gfeller pour m'avoir suivie tout au long de ce travail de mémoire. J'espère que le résultat sera à la hauteur des conseils et de la bienveillance qu'elle a su apporter.

Je suis de même reconnaissante pour les remarques pertinentes formulées par David Coelho, Joy Decrauzat, Ekaterina Gonorovskaya et Nabila Mdaghri lors des sessions en groupe.

Je tiens de plus à exprimer ma gratitude à la Haute École d'Art et de Design, HEAD – Genève et aux enseignants pour leur prévenance et la qualité du cadre d'enseignement.

Enfin et surtout, Je tiens remercier ma famille et mes amies qui ont su m'épauler tout au long de ces trois années de Bachelor.

ABSTRACT

Les mines de diamants sont exploitées par l'homme depuis des siècles. Elles ont suscité beaucoup de curiosité et ont éveillé chez certains une quête de pouvoir et de profit. Cela est le cas de la société sud-africaine De Beers qui a su pendant longtemps garder le monopole sur cette industrie. Malheureusement, l'enthousiasme européen pour les diamants n'est pas vécu de la même manière dans les pays extracteurs du minerai situés principalement en Afrique où cette effervescence a provoqué de multiples tensions politiques, économiques et sociales. En étudiant le cas de l'Angola, ce mémoire théorique a pour objectif de mettre en exergue les différents coûts sociaux engendrés par l'industrie diamantaire, qui a notamment nourri la guerre civile angolaise, ainsi que les coûts environnementaux engendrés par cette industrie dans les provinces de Lunda. Ce mémoire aborde également les diverses solutions mises en place afin de résoudre les nombreuses complications occasionnées, en particulier le diamant synthétique. L'industrie diamantaire a provoqué l'affaiblissement économique, politique et sociétal de l'Angola. Malgré toutes les mesures entreprises à ce jour pour rétablir l'équilibre du pays, les ravages sociaux et environnementaux causés par la course aux diamants sont toujours visibles. En effet, un grand pourcentage de la population vit encore des conditions précaires sans réel soutien de la part de l'État angolais. Dans la région de Lunda, les terres marquées par la déforestation et par la main de l'homme semblent irréversibles.



Figure 1 : Diamang, *Ouvriers dans la mine de Luaco*, Lunda Norte, Angola, 1927.

INTRODUCTION

Originaires d'Angola, mes parents ont dû quitter ce pays ravagé par la guerre civile. Un jour, maman m'a dit : « Je n'aime pas les diamants, j'ai l'impression de voir l'âme des personnes à l'intérieur ». Cette phrase que ma mère a prononcée alors que j'étais enfant a resurgi durant mes études en design de bijoux et semble m'avoir touchée plus que je ne l'aurais pensé. Révélant chez moi une sorte de frustration vis-à-vis du diamant.

Le diamant, symbole de richesse et de pouvoir, est ancré dans notre société depuis des siècles. Autrefois arboré de manière ostentatoire par la noblesse, il est désormais à la portée d'un plus grand nombre de personnes. On doit principalement ce changement de paradigme à la société De Beers, un conglomérat diamantaire sud-africain qui a fait fortune en rendant cette pierre précieuse indispensable aux yeux du consommateur.

Toutefois, l'Afrique, principal lieu d'extraction du minerai, ne profite pas de la même manière de l'essor de ce marché. Dès 1980, en Angola, le groupe armé à l'origine de la guerre civile prend d'assaut les mines du pays et se sert du diamant comme monnaie d'échange pour financer la guérilla. Cela ne fait qu'alimenter les conflits et aggraver le coût social que la guerre pour l'indépendance de l'Angola face aux colons portugais avait déjà engendré. Le système répressif imposés par les insurgés dans les régions rurales et dans les mines donne alors lieu à ce qu'on appelle les « *diamants de sang* ».

L'exploitation des sols en vue de l'extraction de diamants a également des répercussions sur l'environnement, donnant lieu à des paysages métamorphosés, voire détériorés par la main de l'homme. Ainsi, cette pratique est la cause de véritables désastres écologiques, tels que la dévastation de la faune et de la flore, la pollution des eaux et la production démesurée de CO₂, qui finissent par contaminer les ressources alimentaires de la population locale.

Cette étude questionne ainsi la face cachée du diamant, à savoir : quelle est la valeur réelle du diamant si l'on prend en compte ses coûts sociaux et environnementaux ?

Afin de répondre à la problématique, j'introduirai, dans un premier temps, le contexte historique dans lequel s'inscrit le diamant. J'aborderai ensuite mon cas d'étude, l'Angola et je commencerai par présenter les différents sites d'extraction du pays et les différents acteurs impliqués dans l'exploitation de ces derniers. Puis j'exposerai les multiples enjeux qu'implique cette industrie. C'est-à-dire, les conditions d'extraction du minerai ainsi que ses impacts sociaux et environnementaux. Enfin, j'examinerai l'une des solutions connues à ce jour, le diamant synthétique, pour déterminer si celui-ci est réellement plus éthique et respectueux de l'environnement.



Figure 2 : Illustration montrant Cecil Rhodes régnant sur l'Afrique, 1892.

CONTEXTE PRÉALABLE

À la fin du 19^e siècle, les mines de diamants exploitées au Brésil et en Inde par les colons portugais et anglais commencent à s'épuiser et la raréfaction de la pierre précieuse va accroître considérablement sa valeur marchande. Cependant, simultanément, de nouveaux sites sont décelés en Afrique du Sud (1871) par les Britanniques – ainsi que dans d'autres régions d'Afrique mais également en Sibérie et au Canada¹ – grâce à la découverte de la kimberlite, une roche volcanique dans laquelle se forme le diamant.

Dès 1876, le diamant sud-africain inonde le marché. Dans l'inquiétude de voir les prix de vente chuter, les différents propriétaires de mines d'Afrique du Sud se réunissent en une seule compagnie. C'est ainsi que Cecil Rhodes (fig. 2), un homme d'affaires et politicien britannique, fonde la société De Beers Consolidated Mines en mars 1888. La stratégie de la société est de maintenir l'illusion de la rareté du diamant pour augmenter sa valeur. De Beers est portée par « les idéaux politiques suprémacistes et impérialistes »² de Rhodes, caractérisés principalement par une volonté d'expansion politique et économique dans l'objectif de créer un empire. Ainsi en 1890, la société contrôle 90% de la production mondiale de diamants. De nos jours, sa part du marché est moins importante. Au début de l'année 2010 elle était descendue à 40%³.

Afin d'avoir un contrôle total, De Beers ne doit pas se limiter à la régulation de l'offre mais aussi à celle de la demande. Pour ce faire, De Beers, avec l'aide de l'agence de publicité N.W.Ayer, décide de changer l'image du diamant. Autrefois exclusivement associé au luxe et à la noblesse, il est désormais vendu comme le symbole d'un amour pur et éter-

¹ Pointon, Marcia. *Rocks, Ice and Dirty Stones: Diamond Histories*. Reaktion Books, 2017, p.37.

² Pointon, Marcia. *Rocks, Ice and Dirty Stones: Diamond Histories*. Reaktion Books, 2017, p.40.

³ Delorme, Florian. « Les routes du diamant - 4/4 - Les diamants du sang ». *France Culture*, <https://www.franceculture.fr/emissions/culturesmonde/les-routes-du-diamant-44-les-diamants-du-sang>. Consulté le 5 février 2022.

nel. En 1947 naît le célèbre slogan publicitaire « A Diamond is forever »⁴ (fig. 3), qu'on retrouve dans de nombreuses campagnes dans les journaux, à la radio et à la télévision et qui a l'effet escompté sur le consommateur. De Beers ne vend plus une marque mais un concept : le diamant n'est plus un luxe mais une nécessité. Il est devenu naturel, voire obligatoire, qu'un homme offre un diamant à sa future compagne, par le biais d'une bague de fiançailles, en gage de son amour. Cette nouvelle vision du diamant est si influente qu'elle inspire non seulement la littérature mais aussi le monde de la musique et celui du cinéma. Citons, à titre d'exemples, « Diamonds Are A Girl's Best Friend » par Carol Channing en 1949 ou en 1971 l'album de John Barry « Diamonds are forever » qui servira de bande-son pour le septième James Bond du même nom. Ces créations ont, directement ou indirectement, servi à accroître la valeur perçue du diamant.



Toutefois De Beers se retient de dire que cet engouement occidental pour les diamants a un impact considérable dans les pays d'extraction situés en Afrique. Le monopole de cette société sur l'écoulement des stocks de diamants ne permet pas aux entreprises concurrentes de petite envergure qui souhaitent se développer d'avoir accès aux diamants bruts. Ces dernières finissent alors par se tourner vers des filières clandestines productrices de diamants bruts qui émergent en raison de la forte croissance du marché.

Dans certains pays en conflit, comme l'Angola, où le coût social engendré par l'occupation coloniale et les conditions de travail dans les mines sont à déplorer, des groupes de rebelles sévissent et cherchent à renverser la politique de l'État. Ces derniers, conscients du rendement des mines illégales, y voient un moyen pour financer leurs actions et s'emparent de force du contrôle de celles-ci. Les insurgés ont recours au travail forcé de la population et recrutent des enfants pour en faire des soldats. Leurs agissements se caractérisent également par des techniques d'intimidation d'une grande violence, telles que, le meurtre, le viol et l'amputation des membres de leurs victimes. L'Angola, la Sierra Leone, la Côte d'Ivoire, la République centrafricaine et la République démocratique du Congo (RDC) sont les pays d'extraction sujets à ces nombreuses violations des droits humains⁵.

Autour de l'an 2000, le diamant devient ainsi le moyen le plus simple trouvé par les groupes de rebelles pour financer l'achat d'armes et de munitions⁶. En réponse à ce scandale, le Conseil Mondial des diamants (CMD) est mis en place durant l'année. Les diamants vendus dans le but de financer un mouvement d'insurgés essayant de renverser un État sont désormais définis comme étant des diamants de conflit — des diamants de sang — et sont interdits à la vente. Suite à cela, le CMD instaure le Processus de Kimberley (PK) en 2003 afin de résoudre le problème du diamant de sang. 37 pays et la Commission européenne déclarent initialement leur participation à ce processus, une participation qui atteint 74 pays en 2009⁷ (fig. 4). Depuis le 1er janvier 2021, le Proces-

⁵ Davidson, Nigel. *The lion that didn't roar: can the Kimberley Process stop the blood diamonds trade?* ANU Press, 2016, p.3.

⁶ AJ+ Français. *Bague de fiançailles : Pourquoi le diamant ?* 2019. [www.youtube.com, https://www.youtube.com/watch?v=7c-8a4TmzCM](https://www.youtube.com/watch?v=7c-8a4TmzCM). Consulté le 5 février 2022.

⁷ Pointon, Marcia. *Rocks, Ice and Dirty Stones: Diamond Histories*. Reaktion Books, 2017, p.43

sus de Kimberley implique 59 participants représentant 86 pays⁸. Les organisations non-gouvernementales (ONG) Global Witness et Partnership Africa Canada, désormais appelé IMPACT, sont aussi impliquées dans la mise en application de ce dernier.

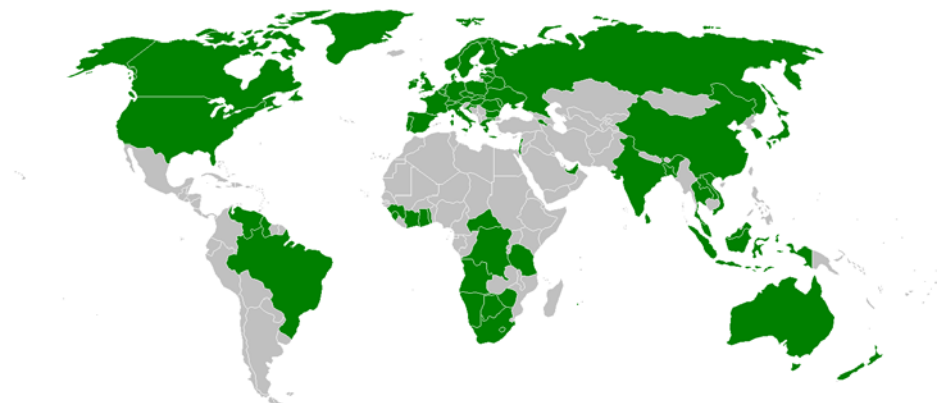


Figure 4 : Aglaja, *Pays participant au Processus de Kimberley*, 2007.

En quelques mots, le Processus de Kimberley se traduit par une chaîne de contrôle, basée sur des licences d'import-export, visant à garantir l'origine de chaque diamant, de son extraction au polissage, puis de l'exportation à son incorporation dans des bijoux et finalement à la vente⁹. Ainsi les pays qui se sont engagés dans ce processus doivent mettre en place une législation qui contrôle le marché du diamant brut selon les normes minimales demandées par le Processus de Kimberley. Cependant, celui-ci n'est pas un traité mais un accord politique sans base juridique contraignante. Par conséquent, la protection des civils ainsi que des mineurs repose sur la capacité des États membres à mettre en œuvre les mesures appropriées et à garantir leur sécurité.

⁸ Kimberley Process. « Liste des participants au Kimberley Process 2022 ». *Kimberley Process*, <https://www.kimberleyprocess.com/fr/participants-fr>.

⁹ Davidson, Nigel. *The lion that didn't roar: can the Kimberley Process stop the blood diamonds trade?* ANU Press, 2016, p.3.

Malheureusement, il y a une énorme différence entre le fait de définir un système de certification et sa mise en œuvre. Deux événements peuvent témoigner de son inefficacité. Le premier, en 2008, lorsque l'armée zimbabwéenne saisit un important gisement de diamants provoquant la mort de plus de deux cents mineurs. Trois ans plus tard, les participants au Processus autorisent à nouveau l'exportation des diamants des mines de Marange (fig. 5). Plus tard en 2013, les participants au Processus de Kimberley suspendent les exportations provenant de la République centrafricaine après le renversement du gouvernement par les groupes de rebelles qui veulent avoir le contrôle sur la vente et la production de diamants bruts. Cependant, la sanction n'empêche pas la contrebande via les pays limitrophes, comme le Congo, où les diamants bruts sont certifiés avant d'être vendus à l'international. C'est ainsi que les Nations Unies ont estimé à 140'000 carats les diamants passés en contrebande durant cette période¹⁰.

Par conséquent le Processus de Kimberley a des effets limités sur la protection de la population et n'assure pas complètement la provenance des diamants bruts.



Figure 5 : Associated Press, *Groupes de mineurs creusant dans les champs diamantifères de Marange, Zimbabwe, 2006.*

¹⁰ Pointon, Marcia. *Rocks, Ice and Dirty Stones: Diamond Histories*. Reaktion Books, 2017, p.43.

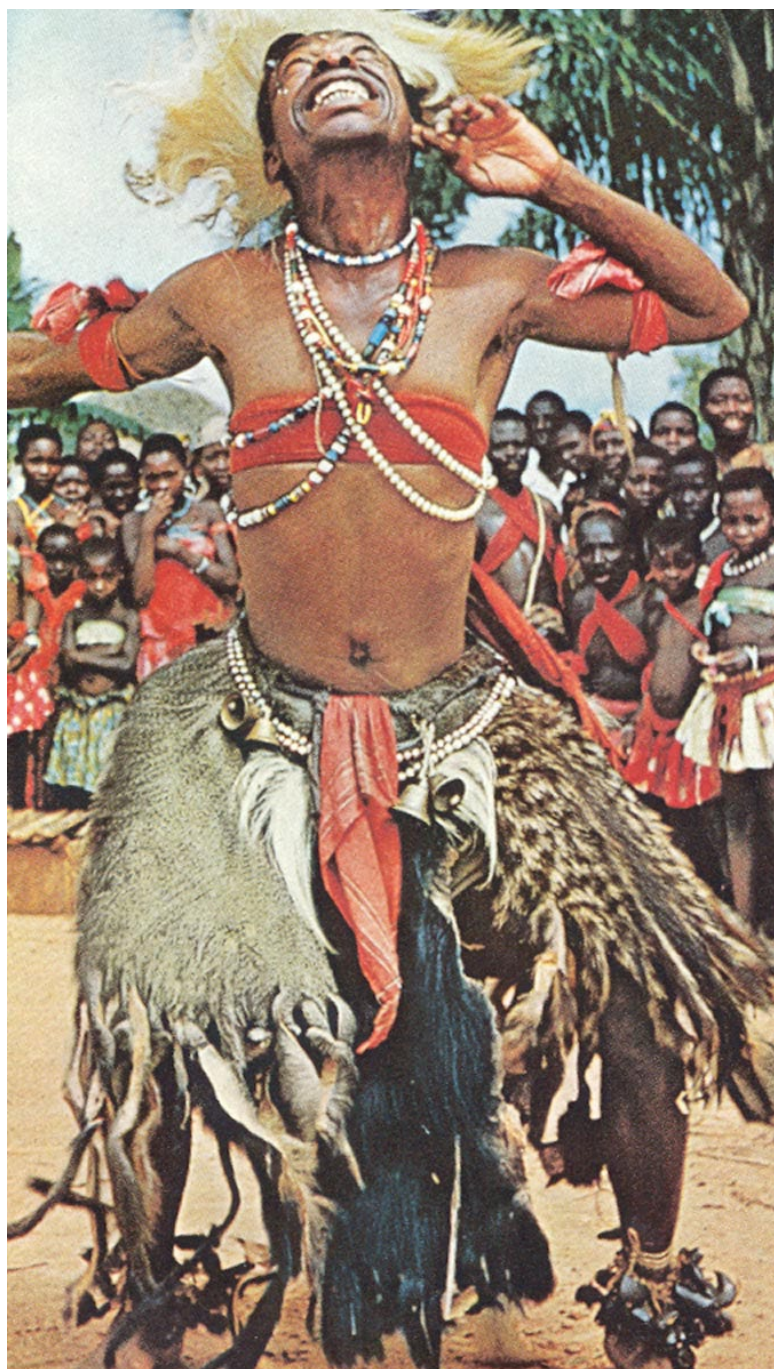


Figure 6 : Diamang, *La danse du voleur*, Lunda, Angola.



ANGOLA

LES DIAMANTS ET L'ANGOLA

Tous les conflits politiques et économiques auxquels on a pu assister ou que l'on a pu constater dans l'histoire sont essentiellement liés à l'exploitation des ressources naturelles. Nigel Davidson, dans l'ouvrage *The lion that didn't roar*, décrit ce phénomène comme « la malédiction des ressources »¹¹. Lorsque ce n'est pas un pays qui veut ce qu'un autre possède, ce sont les populations d'un même pays qui se disputent les ressources à des fins économiques. L'Angola – un pays riche des nombreuses ressources que la nature lui offre mais ravagé par la guerre – ne fait malheureusement pas exception.

Les premiers diamants angolais ont été découverts en 1912, pendant l'occupation coloniale portugaise, à Mussulala dans la province de Lunda Norte au nord-est du pays. Dès lors, naît l'agence coloniale d'extraction *Diamang* (Diamond Compagny of Angola) (fig. 7). Celle-ci est le fruit de l'association entre De Beers, le gouvernement colonial portugais et des investisseurs internationaux¹². Jusqu'en 1975, l'entreprise est l'une des principales sources de revenus du pays après l'industrie du pétrole. Afin d'exploiter les sols, Diamang a recours à la main-d'œuvre locale, qui se compose à 80% de l'ethnie Chokwe. Celle-ci s'étend du sud de l'Angola jusqu'à la République démocratique du Congo (RDC) et est connue pour ses réalisations artistiques et sa culture (fig. 6).

Néanmoins, une partie de ce peuple s'oppose au travail forcé que lui impose l'entreprise. Diamang décide alors de recruter des travailleurs – hommes, femmes et enfants – d'autres régions angolaises et du Congo belge (actuelle RDC). Ainsi, dans les an-

¹¹ Davidson, Nigel. *The lion that didn't roar: can the Kimberley Process stop the blood diamonds trade?* ANU Press, 2016, p.10.

¹² Gordon, Christine. *Revue annuelle de l'industrie des diamants : République de L'Angola*. Partnership Canada Africa, juillet 2004, p.2. <https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2017/09/Angola-2004.pdf>.

nées 1960, Diamang emploie plus de 20'000 travailleurs de tous sexes, âges et ethnies confondus¹³. Ces derniers sont amenés à travailler et à vivre dans des conditions déplorable, mais, contrairement aux mineurs sud-africains, ils ne se révoltent pas par peur de représailles. Ils trouvent des moyens d'améliorer leurs conditions de vie sans entrer en conflit avec la société.

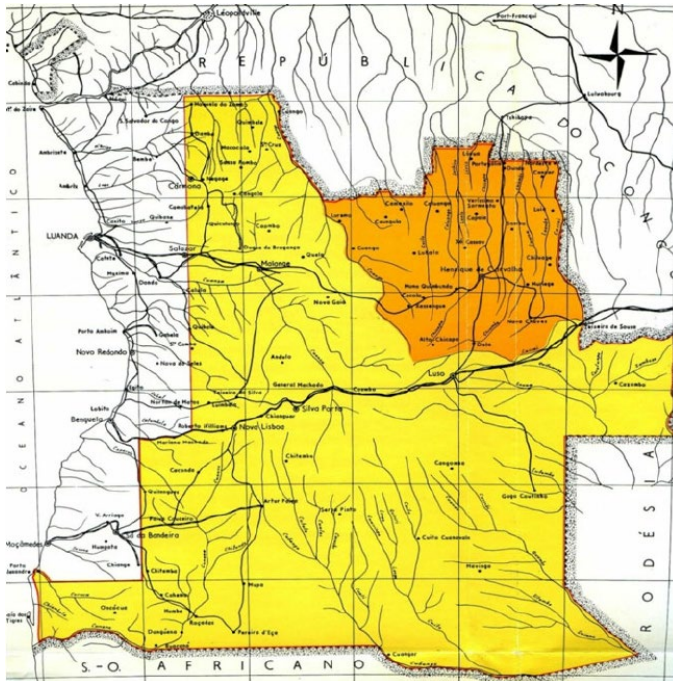


Figure 7 : Carte de l'Angola montrant la vaste zone de concession minière de Diamang et en plus petit sa zone d'approvisionnement en main-d'œuvre opérationnelle et exclusive dans les provinces de Lunda, vers 1963.

¹³ Cleveland, Todd Charles et University of Minnesota. *Rock Solid: African Laborers on the Diamond Mines of the Companhia de Diamantes de Angola (Diamang), 1917-1975*. 2008, p.2 ; 6 ; 24. *Open WorldCat*, http://gateway.proquest.com/openurl?url_ver=Z39.88-2004&rft_val_fmt=info:ofi/fmt:kev:mtx:dissertation&res_dat=xri:pqdiss&rft_dat=xri:pqdiss:3318009.

Simultanément, la compagnie Diamang réussit à convaincre l'administration portugaise de lui céder les droits sur l'exploitation des mines et aussi le contrôle exclusif de la région de Lunda. Dès lors, Diamang est désigné comme étant « un État au sein de l'État » et est donc responsable de la politique exercée dans la région¹⁴.

Le système répressif imposé par Diamang et soutenu par l'État ne fait qu'amplifier la montée d'un mouvement nationaliste angolais. La guerre d'indépendance d'Angola finit par éclater en 1961, donnant lieu à des affrontements opposants trois mouvements – le Front National de Libération de l'Angola (FNLA), le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) et l'Union Nationale pour l'Indépendance totale de l'Angola (UNITA) – à la puissance coloniale portugaise. C'est finalement en 1975 que l'Angola devient indépendante et que la société coloniale Diamang arrête ses activités minières dû au manque de formation des Angolais dans ce secteur. Quel est cependant le prix de cette indépendance ? En effet, simultanément, l'UNITA déclenche une guerre civile contre le MPLA désormais à la tête du pays. En 1999, sur une population angolaise d'environ 11 millions d'individus, celle-ci avait causé la mort de près d'un million de personnes, le déplacement interne de 1.6 millions d'Angolais et le rassemblement de 300'000 réfugiés en provenance d'Angola en République démocratique du Congo (RDC) et en Zambie¹⁵ (fig. 8). Cette guerre, qui plongeait le pays et sa population dans un climat de violence et d'insécurité pendant près de quatre décennies, prit fin en 2002 après la mort de son dirigeant, Jonas Savimbi.

¹⁴ Cleveland, Todd Charles et University of Minnesota. *Rock Solid: African Laborers on the Diamond Mines of the Companhia de Diamantes de Angola (Diamang), 1917-1975*. 2008, p.18-20. *Open WorldCat*, http://gateway.proquest.com/openurl?url_ver=Z39.88-2004&rft_val_fmt=info:ofi/fmt:kev:mtx:dissertation&res_dat=xri:pqdiss&rft_dat=xri:pq-diss:3318009.

¹⁵ Sherman, Jake H. « Profit vs. Peace: The Clandestine Diamond Economy of Angola ». *Journal of International Affairs*, vol. 53, n°2, 2000, p. 700-701. *JSTOR*, <https://www.jstor.org/stable/24357771>.



Figure 8 : John Liebenberg, *Les habitants de Huambo fuyant l'occupation brutale de la ville par les forces de l'UNITA*, Angola, 1992.

Dès 1980, l'UNITA (fig. 9) adopte une stratégie de guerre tournée vers les ressources. Le mouvement attaque des mines de la compagnie MATS (Mining and Technical Services Ltd) – organisme mis en place par De Beers pour exploiter des mines en Angola – et de la société d'État Endiama, successeur de Diamang, prenant ainsi possession de la quasi-totalité des mines. L'État angolais, dirigé par le MPLA, réussit à conserver une seule mine officielle en exploitation pendant les trois années qui suivent, et quelques autres qui fonctionnent de manière discontinue¹⁶. Cette quête du contrôle des ressources est désormais fondée sur des intérêts financiers, qu'ils soient légaux ou illégaux, individuels ou collectifs.¹⁷ Elle mène aussi à une division du pays en deux parties : la première, à

¹⁶ Gordon, Christine. *Revue annuelle de l'industrie des diamants* : République de L'Angola. Partnership Canada Africa, juillet 2004, p.1-2. <https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2017/09/Angola-2004.pdf>.

¹⁷ Power, Marcus. « Patrimonialism & Petro-diamond Capitalism: Peace, Geopolitics & the Economics of War in Angola ». *Review of African Political Economy*, vol. 28, n° 90, décembre 2001, p. 489. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.1080/03056240108704561>.

l'ouest, sous le contrôle du gouvernement angolais, et la deuxième, à l'est, sous le régime de l'UNITA. Dès lors, en 1992, l'UNITA devient le principal producteur de diamants en Angola en extrayant et commercialisant illégalement 90% des diamants extraits dans le pays. La production et les exportations de l'État angolais, évaluées à environ 60 millions de dollars US entre 1944 et 1945, s'élèvent désormais à seulement 28 millions de dollars.



Figure 9 : Cloete Breytenbach, *Les forces armées de l'UNITA*, 1966.

Simultanément, en 1993, le Conseil de sécurité des Nations Unies applique un embargo sur l'importation d'armes vers les territoires de l'UNITA. Cette première sanction est suivie par la mise en application de l'Accord de paix de Lusaka en 1994. En signant ce document, les belligérants – l'UNITA de Jonas Savimbi et le gouvernement du président Eduardo Dos Santos – se mettent d'accord sur un partage du pouvoir et sur l'arrêt de la guerre civile. Deux ans après, la société d'État Endiama profite de cette période de calme, après vingt ans d'hostilité, pour remettre en service la mine de kimberlite de Cato-ca, considérée comme la plus grande mine du pays, la mine de Cuango-Luzamba et les différentes exploitations rendues par l'UNITA.

Ces obligations n'ont cependant que peu d'effet. Peu de temps après, les exploitations à fort rendement sont de nouveau assaillies par l'UNITA¹⁸. Par conséquent, en 1998, les Nations Unies déclarent l'UNITA comme étant dans « l'incapacité de remplir les obligations » définies lors de l'Accord de Lusaka et décident de lui imposer des sanctions économiques. Celles-ci comprennent le gel des comptes bancaires de Savimbi et de ses cadres à l'étranger ainsi que l'interdiction d'importer des diamants bruts provenant des zones sous le contrôle de l'UNITA. L'Organisation des Nations Unies (ONU), décrète que « seuls les diamants munis d'un certificat d'Endiama seront autorisés à l'exportation »¹⁹. Suite à cela, l'Angola est le premier pays en Afrique à instaurer un système de certification pour ses minerais. Ces mesures, qui s'avèrent plus efficaces que les précédentes, participent au développement d'enquêtes par le groupe d'experts des Nations Unies concernant le rapport entre les ressources naturelles et les conflits en Afrique. Elles jouent aussi un rôle dans la conception du Processus de Kimberley.

Malheureusement, en 2002, l'ONU constate que les mesures de contrôle appliquées ne sont pas si efficaces à cause de l'ampleur du commerce transfrontalier²⁰. L'UNITA vend toujours sa production et même De Beers, principal acheteur de diamants angolais, n'hésite pas à se fournir auprès de ce dernier²¹. Les rebelles ont aussi des relations avec des revendeurs à l'extérieur du pays, principalement en Zambie. Les diamants de l'UNITA passent en contrebande dans ce pays dans lequel ils sont certifiés comme étant des diamants zambiens alors que la Zambie ne possède aucune mine. Ces actes vont à l'encontre des sanctions prises par les Nations Unies mais personne ne semble s'y opposer. De la Zambie, les pierres précieuses sont acheminées en Afrique du Sud puis exportées

¹⁸ Gordon, Christine. *Revue annuelle de l'industrie des diamants : République de L'Angola*. Partnership Canada Africa, juillet 2004, p.3. <https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2017/09/Angola-2004.pdf>.

¹⁹ Ceppi, Jean-Philippe. « Comme les Nations Unies, la Suisse veut sanctionner les rebelles angolais de l'UNITA ». *Le Temps*, 30 juillet 1998. www.letemps.ch, <https://www.letemps.ch/suisse/nations-unies-suisse-veut-sanctionner-rebelles-angolais-lunita>.

²⁰ Gordon, Christine. *Revue annuelle de l'industrie des diamants : République de L'Angola*. Partnership Canada Africa, juillet 2004, p.2 ; 11. <https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2017/09/Angola-2004.pdf>.

²¹ Ceppi, Jean-Philippe. « Comme les Nations Unies, la Suisse veut sanctionner les rebelles angolais de l'UNITA ». *Le Temps*, 30 juillet 1998. www.letemps.ch, <https://www.letemps.ch/suisse/nations-unies-suisse-veut-sanctionner-rebelles-angolais-lunita>.

à Anvers en Belgique où leur vente est rendue possible grâce aux documents fournis par le gouvernement zambien. Les diamants de la partie bannie de l'Angola (UNITA) sont, par conséquent, reconnus comme étant légaux. Le Grand conseil des diamants (HRD) basé à Anvers, plaque tournante du commerce des diamants, et le gouvernement belge simplifient le problème en mettant toute la responsabilité sur l'Angola dont le gouvernement doit s'assurer que les documents ne sont pas falsifiés²². L'absence de transparence, la corruption et le manque de vigilance à l'égard du Processus de Kimberley nourrissent le conflit angolais.

Cependant, on relève tout de même une ambiguïté concernant la qualification de *diamants de sang*. Certes l'UNITA, groupe armé qui s'oppose à l'État, finance son parti et ainsi, la guérilla au moyen des diamants mais cela est aussi le cas du gouvernement angolais. En effet, une grande partie des bénéfices obtenus via la vente de diamants dit « légaux » finit aussi par financer les dépenses étatiques liées au conflit. Dans ce cas, ne faudrait-il pas considérer les diamants des deux parties comme étant des *diamants de sang* ? Dès lors, les *diamants de conflit*, définis comme correspondant « aux diamants vendus dans le but de financer un mouvement d'insurgés essayant de renverser un État » par les Nations Unies, devraient désigner tous les diamants bruts provenant de pays en conflit dans lequel ceux-ci ont un rôle majeur. L'Angola n'est pas un cas isolé, le gouvernement sierra-léonais et le gouvernement de la République démocratique du Congo soutiennent aussi les conflits dans leurs pays respectifs grâce au marché du diamant brut²³.

²² Oxfam IBIS. *Blood Diamonds Forever (UK) Angola 2003*, 32min. [www.youtube.com, https://www.youtube.com/watch?v=5oSmwyWBwQs](http://www.youtube.com/watch?v=5oSmwyWBwQs). Consulté le 5 février 2022.

²³ Oxfam IBIS. *Blood Diamonds Forever (UK) Angola 2003*, 22min. [www.youtube.com, https://www.youtube.com/watch?v=5oSmwyWBwQs](http://www.youtube.com/watch?v=5oSmwyWBwQs). Consulté le 5 février 2022.



Figure 10 : John Liebenberg, *Diamants trouvés dans la rivière Luachimo*, Lunda Norte, Angola, 1966.

LES COÛTS SOCIAUX

« There are places to which men are attracted by the desire of gain which seem to be so repulsive that no gain can compensate for the miseries incidental to such an habitation. »
Anthony Trollope²⁴.

(« Il y a des endroits vers lesquels les hommes sont attirés par le désir de gain et qui semblent si repoussants qu'aucun gain ne peut compenser les misères qui y sont liées. »)

Durant son « règne », la société colonial Diamang (1917-1975) génère le plus gros de ses bénéfices sur le dos des mineurs africains. De toutes les entreprises présentes dans les colonies portugaises en Afrique, aucune n'avait jusque-là eu la capacité d'imposer le travail forcé comme l'a fait Diamang et ceci grâce à l'instauration du shibalo²⁵ (travail forcé) par le gouvernement portugais. Le diamant étant la priorité, la société et le gouvernement portugais n'y voient aucun inconvénient, mais au contraire, la possibilité d'en tirer profit à moindre coûts. L'entreprise embauche deux types de travailleurs. Les premiers, appelés *voluntários*, constituent environ la moitié de la main-d'œuvre. Il s'agit généralement d'hommes de la région qui disposent de leur propre domicile et qui travaillent sans contrat ou avec des contrats mensuels. Ce qui est propre à Diamang c'est la présence de *contratados* et de leur famille dans les mines. Ces ouvriers – venus d'autres régions du pays et du Congo belge – sont forcés à travailler au moins une année et sont généralement accompagnés de leur femme et de leurs enfants. Pour les faire venir dans la région de Lunda, Diamang use d'un système de recrutement très agressif. Sur les sites d'exploitation minière, en plus des conditions de travail harassantes (voir fig. 1), les méthodes pratiquées par l'entreprise vis-à-vis des mineurs sont abusives. Ces derniers sont victimes d'abus corporels tels que des coups, auxquels s'ajoutent des rations alimentaires insuffisantes. Néanmoins, pour faire bonne figure, Diamang déclare que ses ouvriers vivent et travaillent dans de bonnes conditions et que la société met à

²⁴ Pointon, Marcia. *Rocks, Ice and Dirty Stones: Diamond Histories*. Reaktion Books, 2017, p.39.

²⁵ Le shibalo est une mesure mise en place afin de mettre fin à l'esclavage comme système de travail. Ce dernier, appliqué du 19^{ème} au 20^{ème} siècle, imposait aux Africains une obligation morale et légale de travailler.



Figure 11 : John Liebenberg, *Un garimpeiro à la recherche de diamants*, Lunda Norte, Angola 1994.

disposition des espaces plus grands pour les accueillir. Malheureusement, ces informations s'avèrent infondées²⁶.

L'occupation ultérieure des provinces de Lunda Norte et Lunda Sul par l'UNITA, n'arrange pas la situation. En plus des compagnies actives dans cette région et des vendeurs informels, des mineurs sans licence appelés *garimpeiros* creusent à la force de leurs bras à longueur de journées dans les mines alluviales artisanales²⁷ aussi appelée *garimpo* (fig. 11) – plus facilement exploitables que les cheminées de kimberlite²⁸ – pour y trouver des diamants. Ces travailleurs vendent leurs trouvailles (voir fig. 10) à des acheteurs

²⁶ Cleveland, Todd Charles et University of Minnesota. *Rock Solid: African Laborers on the Diamond Mines of the Companhia de Diamantes de Angola (Diamang), 1917-1975*. 2008, p.7-9. *Open WorldCat*, http://gateway.proquest.com/openurl?url_ver=Z39.88-2004&rft_val_fmt=info:ofi/fmt:kev:mtx:dissertation&res_dat=xri:pqdiss&rft_dat=xri:pqdiss:3318009.

²⁷ Les mines diamants dite alluviales ou alluvionnaires résultent de l'érosion de la kimberlite dans les rivières il y a 80 à 120 millions d'années. Gordon, Christine. *Revue annuelle de l'industrie des diamants* : République de L'Angola. Partnership Canada Africa, juillet 2004, p.1. <https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2017/09/Angola-2004.pdf>.

²⁸ Une cheminée de kimberlite est un canal verticale dans la croûte terrestre dans laquelle se forme la kimberlite, la roche volcanique à l'origine du diamant. Poin-ton, Marcia. *Rocks, Ice and Dirty Stones: Diamond Histories*. Reaktion Books, 2017, p.37.

légaux mais aussi sur le marché illégal contrôlé par l'UNITA²⁹. Plus de 100'000 *garimpeiros* venus du Zaïre – Congo du président Joseph Mobutu – travaillent sous le contrôle de l'UNITA³⁰. De plus, les mineurs, qui ne connaissent pas la réelle valeur du marché du diamant, ne sont justement rémunérés ni par l'État, ni par l'UNITA. On se trouve face à deux parties qui s'enrichissent et un peuple de plus en plus pauvre.



Figure 12 : Jack Picone, *Femmes et enfants dans une habitation criblée de balles*, 1993.

Dans les villes de Sauriomo, Lucapa et Dundo, les *garimpeiros* et leurs familles vivent pauvrement dans les bâtiments construits avant l'indépendance. Ces habitations, qui ont été en partie détruites par la guerre et laissées à l'abandon par l'État angolais, n'ont ni eau courante ni électricité, ni sécurité (fig. 12). Pour cette communauté, il ne s'agit pas de vivre mais de survivre et le gouvernement ne leur apporte aucun soutien, se rendant ainsi complice de la misère qui frappe l'Angola.

²⁹ De Boeck, Filip. « *Garimpeiro* Worlds: Digging, Dying & 'Hunting' for Diamonds in Angola ». *Review of African Political Economy*, vol. 28, n° 90, décembre 2001, p. 552. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.1080/03056240108704565>.

³⁰ Hoekstra, Quint. « Conflict diamonds and the Angolan Civil War (1992-2002) ». *Third World Quarterly*, vol. 40, n° 7, juillet 2019, p. 1329. Taylor and Francis+NE-JM, <https://doi.org/10.1080/01436597.2019.1612740>.

Autour de l'an 2000, lorsqu'on pense aux provinces de Lunda, on parle de région « riche » car c'est là où l'on trouve les diamants. Mais en réalité la région est très pauvre car le prix des denrées alimentaires, de l'équipement nécessaire pour l'extraction et du coût de la vie se basent sur les prix établis par le comptoir des compagnies diamantifères³¹. Ces conditions sont, de plus, aggravées par la guerre civile qui cause des dégâts considérables. Le pays est touché par la maladie, la famine, les mutilations de guerres sans oublier les mines anti-personnelles qui continuent de tuer jusqu'à aujourd'hui. Le gouvernement estime qu'il n'est pas en capacité de gérer ce désarroi et laisse cette responsabilité aux organisations internationales d'aide humanitaire³² (fig.13).



Figure 13 : John Liebenberg, *Centre d'alimentation de Caritas, Malanje, Angola, 1993.*

³¹ Gordon, Christine. *Revue annuelle de l'industrie des diamants : République de L'Angola*. Partnership Canada Africa, juillet 2004, p.8. <https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2017/09/Angola-2004.pdf>.

³² Oxfam IBIS. *Blood Diamonds Forever (UK) Angola 2003*, 2min-12min. [www.youtube.com, https://www.youtube.com/watch?v=5oSmwyWBwQs](http://www.youtube.com/watch?v=5oSmwyWBwQs). Consulté le 5 février 2022.

De 2003 à 2004, afin de résoudre les problèmes liés à l'extraction minière illégale, le gouvernement angolais ordonne à la police nationale et aux services d'immigration (FAA) d'expulser les 400'000 mineurs illicites dont 80% sont de nationalité congolaise. Cette expulsion menée de manière répressive est marquée par des abus, tels que, des viols, l'examen des parties intimes d'hommes et de femmes et une brutalité généralisée. Ces actes créent des tensions entre l'Etat angolais et le gouvernement de la RDC. De plus, cela provoque une animosité à l'égard des Angolais qui s'approvisionnent en nourriture et produits de première nécessité dans les marchés congolais. Finalement, au milieu de l'année 2004, seul un quart (soit 100'000) des mineurs illicites ont été expulsés.

A la même période, les sociétés minières endossent finalement leur responsabilité sociale et mettent en place des projets sociaux en faveur de la production agricole et des formations pour l'alphabétisation de la population. Elles investissent aussi dans des infrastructures comme les écoles, les centres médicaux et la formation à l'emploi dans le domaine minier. Cependant, il y a encore un long chemin à parcourir avant de compenser le manque général de développement social dans les provinces de Lunda³³.

A ce jour, les diamants de contrebande existent toujours. Néanmoins, le Conseil du Diamant Africain (ADC), à travers l'Association des Producteurs de Diamants Africains (ADPA), a mis en place une nouvelle législation favorable au développement d'une industrie bénéfique pour tout le monde³⁴. La stratégie du président de la compagnie d'État Endiama se base sur la croissance économique du marché pour améliorer la dynamique sociale du pays. Saurimo voit l'installation d'un pôle diamantaire visant à rassembler tous les acteurs de la filière. Endiama a déjà établi un centre de polissage (fig.14) et, pour faire grandir la main-d'œuvre de demain, propose un centre de formation spécialisé en lien avec l'exploitation minière et visant à mener les jeunes à l'emploi. L'objectif à long terme d'Endiama est de sous-traiter 20%

³³ Gordon, Christine. *Revue annuelle de l'industrie des diamants* : République de L'Angola. Partnership Canada Africa, juillet 2004, p.9. <https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2017/09/Angola-2004.pdf>.

³⁴ Bruns, Chris. *L'Angola veut produire plus de diamants grâce à un marché plus libre*. [www.youtube.com](https://www.youtube.com/watch?v=2ptg8tpAa04), <https://www.youtube.com/watch?v=2ptg8tpAa04>. Consulté le 17 février 2022.



Figure 14 : *Centre de polissage, Saurimo, 2021.*

de sa production de diamant brut en Angola avant son exportation et ainsi d'assumer une responsabilité sociale et de promouvoir la transparence dans le secteur³⁵.

Cette guerre de cupidité ne se résume pas aux personnes décédées mais s'étend également aux personnes qui ont survécu ou qui ont perdu des proches durant ces années. Ces laissés-pour-compte – familles traumatisées, endeuillées et anciens soldats handicapés à vie – ne bénéficient d'aucun suivi psychologique accordé par l'État et demandent à être entendus. De 2002 à décembre 2019, l'Angola a mené une politique « de pardon et d'oubli »³⁶. En effet, pour aller de l'avant l'État angolais a choisi d'adopter une attitude d'auto-pardon et fait table rase du passé. Néanmoins, à l'instar des infrastructures et des ruines criblées par les balles qui demeurent toujours dans le pays, les mémoires et

³⁵ Euronews. « The Mining Industry in Angola, No Longer a Diamond in the Rough ». *Euronews*, 17 mars 2021, <https://www.euronews.com/2021/03/17/the-mining-industry-in-angola-no-longer-a-diamond-in-the-rough>.

³⁶ Van Munster, Maarten, et Joris Van Wijk. « Angola : la boîte de Pandore de "la compréhension et du pardon" ». *JusticeInfo.net*, 14 janvier 2020, <https://www.justiceinfo.net/fr/43526-angola-boite-pandore-comprehension-pardon.html>.

les corps restent marqués par les événements. De plus, une grande partie de la population – principalement dans la région de Lunda – vit encore de manière précaire dans les vestiges du passé. Aujourd'hui, la politique insaturée par la commission angolaise pour la mémoire des victimes des conflits armés en Angola cherche – par la compréhension, la réconciliation et le pardon – à fournir des justifications et des aides afin de refermer ces blessures encore ouvertes³⁷.

³⁷ Van Munster, Maarten, et Joris Van Wijk. « Angola : la boîte de Pandore de “la compréhension et du pardon” ». *JusticeInfo.net*, 14 janvier 2020, <https://www.justiceinfo.net/fr/43526-angola-boite-pandore-comprehension-pardon.html>

LES COÛTS ENVIRONNEMENTAUX ET LA QUESTION DU DIAMANT SYNTHÉTIQUE

L'Angola dénombre environ 700 cheminées de kimberlite de tailles et de formes différentes allant de 65 à 190 hectares, ce qui équivaut à environ 26 terrains de football. La taille de ces mines industrielles varie selon la profondeur et donc l'ancienneté de la cheminée de kimberlite. Le pays possède aussi des champs de diamants alluviaux créés par l'érosion de la kimberlite dans les lits des rivières³⁸. Ces mines dites artisanales sont principalement exploitées par de petites entreprises qui disposent d'équipements de taille moyenne et par les garimpeiros qui utilisent des outils modestes tels que des pioches et des pelles³⁹. Depuis 1992, suite à la loi sur les activités géologiques et minières, les sociétés minières et les entreprises de prospection doivent endosser leur responsabilité face à la question environnementale. Elles sont chargées de veiller à la protection de l'environnement qui comprend l'approvisionnement en eau et le maintien de la faune et la flore mais elles sont aussi responsables de la santé des personnes pouvant être affectées par les explorations minières. Malheureusement, la loi ne stipule pas la manière dont les entreprises doivent procéder pour les remplir⁴⁰.

Il est certain que l'extraction minière, de par sa nature, nuit fortement à l'environnement. L'exploitation des sols en vue de l'extraction de diamants demande généralement le prélèvement d'environ une tonne de matière (terre, sable, roche) pour obtenir moins d'un carat de diamants. Dans le cas des mines industrielles, il faut débiter par une excavation à plus de 90 mètres de profondeur avant d'atteindre la couche de kimberlite. Par conséquent, le gravier qui constitue la couche superficielle est entreposé aux alentours des mines. A cela s'ajoute une consommation en eau très importante. En effet, cette res-

³⁸ Gordon, Christine. *Revue annuelle de l'industrie des diamants* : République de L'Angola. Partnership Canada Africa, juillet 2004. p.1 ; 9. <https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2017/09/Angola-2004.pdf>.

³⁹ Ferreira-Baptista, Lopes, et al. « Impact of Mining on the Environment and Water Resources in Northeastern Angola ». *Biodiversity & Ecology*, vol. 6, avril 2018, p. 157. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.7809/b-e.00318>.

⁴⁰ Gordon, Christine. *Revue annuelle de l'industrie des diamants* : République de L'Angola. Partnership Canada Africa, juillet 2004, p.9-10. <https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2017/09/Angola-2004.pdf>.

source naturelle est utilisée pour nettoyer les derniers graviers et séparer les diamants. Dans la province de Lunda Norte, une mine de kimberlite de taille moyenne déplace en moyenne 123'000 m³ de roches superficielles et 75'000 m³ de kimberlite par mois. Elle consomme environ 375m³ d'eau par heure. Les installations minières ne filtrent pas et ne procèdent à aucun traitement de l'eau. Ainsi les eaux usées qui comprennent des résidus miniers sont directement rejetées dans les rivières⁴¹.



Figure 15 : *Mine de Catoca, Lunda Sul, Angola*

En ce qui concerne la production de déchets toxiques, l'extraction de diamants emploie des produits chimiques de manière modérée contrairement aux autres modèles d'extraction minière. Une seule étape, qui consiste à séparer le diamant de la kimberlite par la méthode de la concentration en milieu dense (CMD), nécessite un adjuvant chimique toxique. Dans le cas de la cheminée de Catoca (fig. 15) qui est pensée de manière à avoir

⁴¹ Ferreira-Baptista, Lopes, et al. « Impact of Mining on the Environment and Water Resources in Northeastern Angola ». *Biodiversity & Ecology*, vol. 6, avril 2018, p. 157. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.7809/b-e.00318>.

une faible empreinte environnementale, cette étape est réalisée grâce à des concasseurs mécaniques. Toutefois, les pierres restent sujettes à cette opération chimique plus tard dans la chaîne de traitement. Lorsqu'une grande entreprise minière ou une société de taille moyenne exploite les champs alluviaux directement au bord d'une rivière ou d'un fleuve, elle construit des canaux et des barrages afin de détourner le cours de ces dernières. Cette technique utilisée depuis l'époque coloniale donne accès aux lits des rivières et facilite l'extraction de diamants. Cependant, les sociétés minières ne rétablissent pas l'environnement après avoir fini d'exploiter les terres, modifiant ainsi, de manière permanente, le chemin de certains cours d'eau. Les mineurs artisanaux font leurs recherches dans les sédiments alluviaux et au bord des rivières. Comme évoqué précédemment, l'extraction est effectuée au moyen d'outils banals et l'entièreté du processus est réalisée manuellement sur la berge des rivières⁴².



Figure 16 : Pollution de la rivière Kasaf, Lunda Norte et Lunda Sul, Angola, 2021.

Dans les deux types d'exploitation, on relève que les pratiques affectent l'environnement mais plus particulièrement les ressources en eau. Dans un premier temps, l'extraction alluviale encourage la déforestation d'une grande partie des terrains riverains. En effet, les dépôts de terre stérile entreposés çà et là sont abandonnés par les compagnies. Par conséquent, la végétation n'est pas capable de repousser à ces endroits. La nature est d'autant plus détériorée du fait de la croissance des mines et de l'urbanisation de la ré-

⁴² Gordon, Christine. *Revue annuelle de l'industrie des diamants* : République de L'Angola. Partnership Canada Africa, juillet 2004, p.9. <https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2017/09/Angola-2004.pdf>.

gion. Ensuite, les rivières dans lesquelles les exploitants procèdent au lavage du gravier montrent des signes d'eaux troubles (fig.16), polluées par des résidus miniers nocifs à long terme pour la population locale – qui ne dispose d'aucune autre source d'eau – et pour les poissons qui y vivent. De plus, on constate les conséquences des détournements de cours d'eau dans la topographie des rivières Cuango et Luachimo ainsi que du fleuve Chicapa, ce qui a mené à l'extinction des petites rivières.

De nos jours, il est vrai que les sociétés minières réinsèrent la faune et la flore une fois l'exploitation terminée. Toutefois, les mines à ciel ouvert, témoignent de l'ampleur des détériorations engendrées par l'extraction alluviale et industrielle sur le paysage et l'écosystème. La végétation dense a laissé place à de vastes étendues de terre ocre que l'on pourrait comparer à un désert. De même, on manque d'informations sur le degré de cette transformation environnementale, au-delà de l'aspect superficiel. Cela est principalement dû à l'absence de relevé de données avant le commencement des premières exploitations, ce qui ne permet pas d'établir une comparaison sur le long terme.

La mise en lumière de ces différentes problématiques environnementales a permis au diamant synthétique de faire son entrée dans le monde de la joaillerie comme étant le parfait ersatz au diamant naturel. On le définit comme étant plus éthique que le diamant naturel en termes de traçabilité et d'exigences sociales et environnementales⁴³.

Lors des premières découvertes de diamants en Afrique du Sud, la pierre précieuse est seulement accessible à une classe aisée. Par conséquent, les scientifiques et les bijoutiers ont rapidement essayé de fabriquer ou de trouver des pierres naturelles semblables aux diamants. Les plus connues sont le cubique zirconia ou la moissante synthétique. Cependant, ces dernières sont facilement reconnaissables par les gemmologues car elles ne possèdent pas toutes les caractéristiques physiques et chimiques du diamant naturel.

⁴³ De Montmorin, Gabrielle. « Diamants naturels ou synthétiques : le duel éthique ». *Les Echos*, 21 mai 2021

C'est à partir de 1950, que les premiers diamants de laboratoire – alors destinés à l'industrie – sont produits par l'Association du Diamant Industriel (IDA) qui possède des centres de recherche aux États-Unis, en Suède et en Union soviétique⁴⁴. Ces derniers sont produits par le biais de deux techniques (fig.17). La première, la haute pression – haute température (HPHT), provoque une cristallisation en 3D de poudre de carbone dans des machines (voir fig.19) chauffées à des températures avoisinant les 1'300°C à 1'800°C. Toutefois, ce procédé peu coûteux permet seulement de réaliser des diamants de petite taille, parfaits pour l'équipement industriel. La seconde, appelée dépôt chimique en phase vapeur (CVD), est la technique la plus utilisée depuis cinq ans. Celle-ci consiste en une réaction chimique entre des molécules d'hydrogène et des gaz contenant du carbone – tels que le méthane, l'acétylène ou l'éthanol – dans des réacteurs (fig.18) dont la température se situe entre 1'000° et 1'500°C⁴⁵. La CVD a pour objectif de reproduire en accéléré le processus de la formation du diamant naturel. Ainsi, dans un réacteur, il fait grandir couche par couche un noyau de diamant synthétique. Le premier diamant CVD égalant la pureté du diamant naturel est réalisé en 1971 par General Electric. Depuis, la technique s'est encore plus développée, à un tel point, que les gemmologues ont besoin de technologies poussées pour pouvoir le différencier du diamant naturel⁴⁶.



Figure 17 : De gauche à droite, *Diamant CVD, Diamant HPHT, Diamant naturel*.

⁴⁴ Pointon, Marcia. *Rocks, Ice and Dirty Stones: Diamond Histories*. Reaktion Books, 2017, p.15-16

⁴⁵ Uskokovic, Alexandra. *Study of modern gem-quality lab-grow diamonds' future impact on the traditional luxury fine jewelry Maisons in France*. EDC Paris, 2019, p.9-10.

⁴⁶ De Montmorin, Gabrielle. « Diamants naturels ou synthétiques : le duel éthique ». *Les Echos*, 21 mai 2021, <https://www.lesechos.fr/weekend/mode-beaute/diamants-naturels-ou-synthetiques-le-duel-ethique-1316918>.

Il est vrai que les deux pierres sont exclusivement composées de carbone et ont la même structure cristalline. Cependant, l'une est née il y a des milliards d'années à plus de 150 kilomètres de profondeur et l'autre est une création de l'homme. Dès lors, on se trouve face à un dilemme environnemental : soit on excave une tonne de minerai pour obtenir 1 carat de diamant naturel soit on fait chauffer des réacteurs à des températures élevées pendant 3 à 4 semaines pour obtenir un diamant CVD⁴⁷. Par conséquent, l'énergie utilisée et les émissions dégagées par le processus des deux techniques est un facteur de comparaison important dans la détermination de l'impact environnemental. Cependant, les méthodes de comparaison doivent encore être améliorées car l'énergie utilisée pour l'extraction de diamants varie considérablement selon les mines et le lieu où elles se situent. Ces deux variables ne permettent pas de généraliser les mesures relevées.

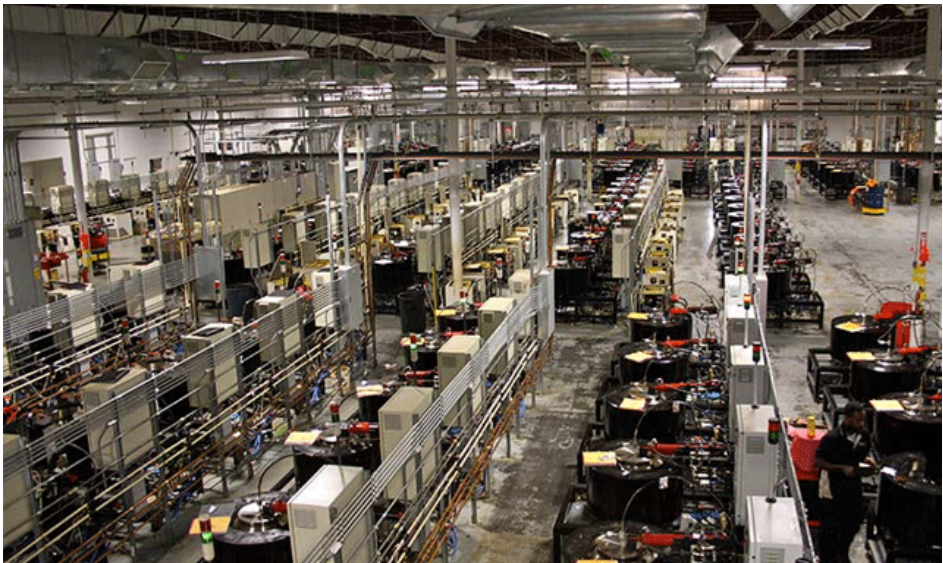


Figure 18 : Gemesis Corporation, *Machines de dépôt chimique en phase vapeur (CVD)*, États-Unis.

⁴⁷ De Montmorin, Gabrielle. « Diamants naturels ou synthétiques : le duel éthique ». *Les Echos*, 21 mai 2021, <https://www.lesechos.fr/weekend/mode-beaute/diamants-naturels-ou-synthetiques-le-duel-ethique-1316918>.

Il est aussi délicat d'évaluer l'impact environnemental du diamant synthétique sans connaître la métrique exacte des matières premières qui servent à sa fabrication : certains de ces matériaux ne sont pas divulgués pour des questions de confidentialité. Toutefois, prenons l'exemple des métaux nécessaires à la fabrication des catalyseurs employés par le processus de la HPHT et de la CVD. Si des métaux communs comme le cuivre (ressource limitée) ou le fer sont utilisés, l'impact écologique est moindre car ces matières premières sont déjà produites abondamment pour d'autres industries. En revanche, si les techniques du HPHT et de la CVD nécessitent l'emploi de métaux rares et peu utilisés, l'impact écologique sera plus conséquent car le développement d'une nouvelle industrie est essentiel⁴⁸.

Dans la mesure où les diamants synthétiques sont vendus moins chers que les diamants naturels, il est évident que si ces derniers sont montés sur un bijou de basse qualité, l'incitation à faire des bijoux durables est aussi moindre. En effet, les personnes ont tendance à conserver les bijoux précieux plus soigneusement et plus longtemps que ceux qui ont moins de valeur. Pour éviter de gaspiller des diamants synthétiques, il faudrait alors les élever au même rang que les diamants naturels et ainsi changer les avis et les habitudes des consommateurs⁴⁹. C'est l'objectif de la Maison JEM (Jewellery Ethically Minded) dont les pièces de joaillerie sont ornées de diamants synthétiques⁵⁰ (fig. 20).

Aujourd'hui les entreprises diamantaires présentes en Angola ne sont toujours pas à l'abri de causer des désastres écologiques comme la pollution des cours d'eau qui contamine et tue les ressources alimentaires des populations riveraines. On constate que les catastrophes environnementales de ce type suscitent peu de réactions lorsqu'elles prennent place dans des zones reculées du monde. On ne cherche pas à traiter le problème à sa source mais, cependant, on y voit le moyen de développer une nouvelle alternative

⁴⁸ Ali, Saleem H. « The Ecology of Diamond Sourcing: From Mined to Synthetic Gems as a Sustainable Transition ». *Journal of Bioeconomics*, vol. 19, n° 1, avril 2017, p. 119-21. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.1007/s10818-016-9241-8>.

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ De Montmorin, Gabrielle. « Diamants naturels ou synthétiques : le duel éthique ». *Les Echos*, 21 mai 2021, <https://www.lesechos.fr/weekend/mode-beaute/diamants-naturels-ou-synthetiques-le-duel-ethique-1316918>.

qui s'avère être, en plus, une opportunité économique. Le diamant synthétique ne serait-il pas davantage une solution économique qu'environnementale ? Dorénavant, les consommateurs demandent plus de transparence à propos de la provenance de la pierre. Dès lors, proposer des diamants synthétiques donne la possibilité à l'industrie du diamant de toucher une clientèle plus large. Toutefois, la fabrication d'un nouveau produit peut participer à la création de nouveaux déchets. Le diamant synthétique n'est peut-être donc pas la meilleure approche à envisager à long terme.



Figure 19 : *Machines pour le procédé de la haute pression - haute température (HPHT).*

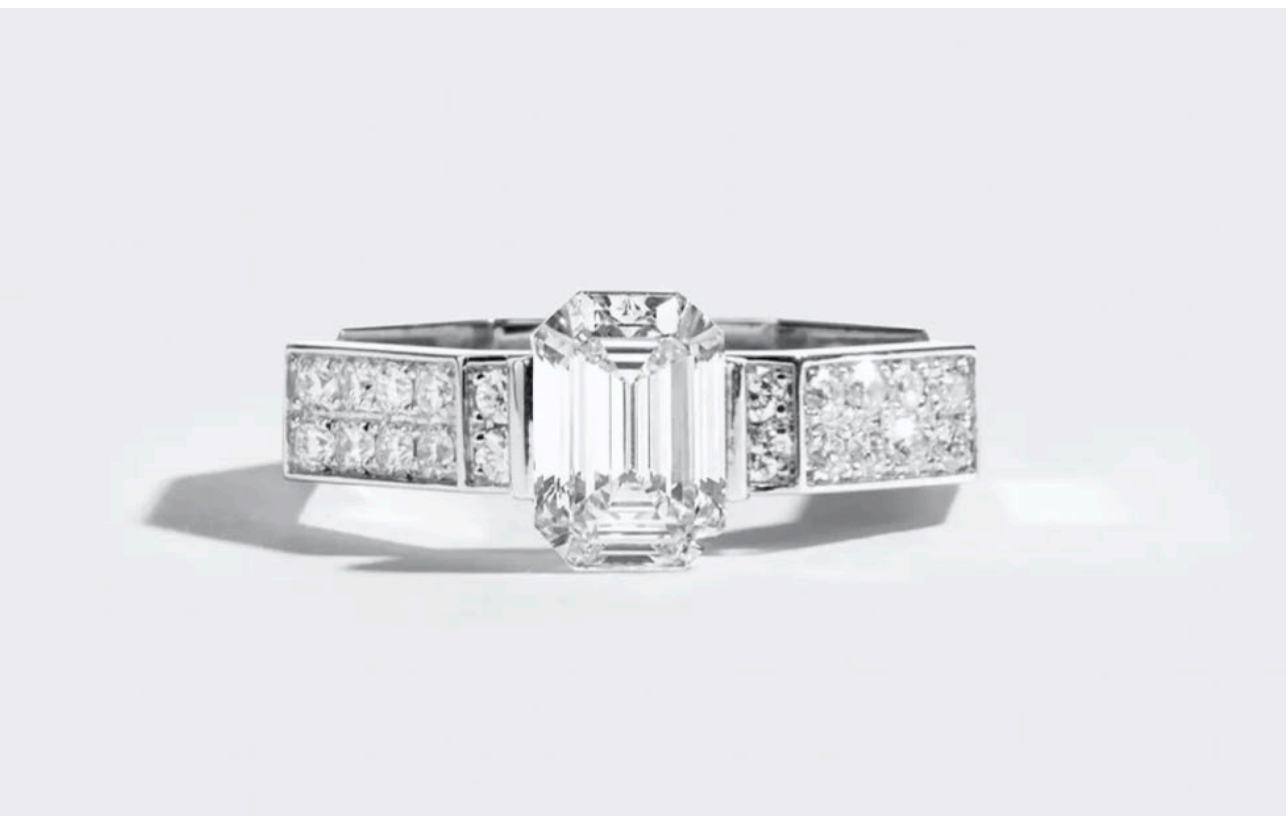


Figure 19 : Maison JEM, *Solitaire Octogone en Or blanc éthique 18 carats serti d'un diamant de synthèse taille émeraude et pavé de diamants synthétiques.*

CONCLUSION

En Angola, la découverte de ressources diamantaires a engendré une misère profonde qui demande aujourd'hui encore d'être reconsidérée sous tous ses aspects. Ce qui profitait à une économie internationale a participé à l'affaiblissement économique, politique et sociétal de tout un pays. En effet, alors que les sociétés diamantaires européennes ainsi que les personnes angolaises les plus haut placées s'enrichissaient, la population angolaise en perpétuelle souffrance subissait des violences physiques qui ont certainement eu un impact psychologique à long terme. En considérant toutes les violations des droits humains que la guerre civile angolaise, alimentée par la convoitise, a générées, on est en mesure de dire que cette forme de conflit moderne doit être élevée au même rang que les génocides et les crimes contre l'humanité.

Actuellement, les mesures mises en place pour rétablir les dommages sociaux causés par l'industrie du diamant sont encore à leurs débuts. Le partage des richesses au sein de l'Angola est toujours inégal. Les bénéfices économiques reviennent à l'État qui préfère investir dans la capitale Luanda et les villes environnantes, au détriment des autres provinces. Dans la région de Lunda, la population locale ne bénéficie que d'une infime partie des ressources de l'État. Malgré le fait que les compagnies diamantaires investissent dans des infrastructures, telles que les écoles et les centres hospitaliers, dans le but d'améliorer les conditions de vie et d'apporter une aide à l'éducation, il est encore nécessaire de trouver une méthodologie efficace pour retrouver un équilibre social homogène pour l'ensemble du pays. L'instauration d'un système d'aides sociales par l'État angolais, permettant aux personnes les plus démunies de bénéficier d'un revenu de base ou donnant accès à un suivi hospitalier, pourrait être l'une de ces mesures. L'État doit assumer cette responsabilité qui appartient actuellement aux organisations internationales d'aide humanitaire. Si cela peut sembler naïf, on peut tout de même se demander à quel moment l'homme se décidera enfin à privilégier des valeurs plus humaines, et à se libérer de l'appât du gain ? Dans le cas de l'Angola, il conviendrait de mettre la priorité sur les soins à apporter à la population, tant sur le plan psychologique que physique.

En ce qui concerne la question environnementale, les sociétés diamantaires sont soumises à une réglementation qui les rend responsables de la consommation d'énergie et des émissions liées à ces installations ainsi que de la remise en état des terres à la fin d'une exploitation. Cependant, les dégâts causés par les méthodes d'extraction des mines alluviales des années antérieures semblent irrémédiables. De nombreuses zones sont exposées à un désastre écologique de grande ampleur, qui vont de la déforestation, à la disparition de la faune et de la flore, jusqu'à la pollution des fleuves et des rivières, alimentant les populations locales en eau. Il faudrait entreprendre des travaux de grande ampleur pour rétablir l'écosystème de ces régions.

L'une des solutions apportées par l'industrie pour pallier ces difficultés, réside dans le diamant synthétique. Cette création humaine se dit être le parfait substitut au diamant naturel, du point de vue de la durabilité et de la traçabilité. En effet, la technique du CVD permet de produire en laboratoire des diamants aussi purs que les diamants issus des mines. De plus, ce procédé a coût social et environnemental plus faible que l'exploitation des mines de diamant. Toutefois, il s'avère qu'il est encore difficile d'établir une comparaison exacte entre les diamants naturels et synthétiques car on ne dispose pas, pour les deux méthodes, de données généralisées sur leur consommation d'énergie, les émissions de gaz ou encore – dans le cas du diamant synthétique – sur les multiples matériaux employés lors du processus de fabrication. Quoi qu'il en soit, la pérennité du diamant synthétique dans le monde de la joaillerie, dépend principalement de la volonté de l'industrie diamantaire et de la manière d'éveiller les consciences des consommateurs. Dans le cas contraire, il est peu probable que le consommateur aille de lui-même vers ce qui est encore considéré comme un *diamant de substitution*. Et pourtant, on constate l'emploi de plus en plus généralisé de matières synthétiques pour la fabrication des objets, comme alternative durable. Le beau serait désormais artificiel ? Et les matières de synthèse seraient-elles la promesse d'un meilleur avenir, si on tient compte des enjeux environnementaux et sociaux ?

En ce qui me concerne, je pense que la meilleure des alternatives doit se baser sur une méthode de réemploi car comme on le sait, le meilleur des déchets est le déchet que l'on ne crée pas. En réalisant mes lectures, j'ai réalisé que dans la haute joaillerie les plus beaux diamants sont montés sur les parures destinées à être exhibées dans différents événements pour ensuite terminer leurs jours dans un écrin. Ne serait-il pas préférable de démonter les pierres et de les réutiliser pour un autre bijou ? Cette méthode autrefois

utilisée par la noblesse pourrait aussi être appliquée dans la vente privée et ainsi créer un schéma circulaire pour le diamant.

Ce travail m'a permis de constater que les êtres humains sont prêts à tout pour obtenir ce qu'ils veulent au-delà de ce dont ils ont réellement besoin. Je n'ai pas développé un positionnement tranché sur la question du diamant. En tant designer dans le domaine de la bijouterie, je serai sûrement amenée à travailler avec cette pierre, mais j'ai désormais conscience des coûts et des litiges que l'extraction de ce minerai a engendrés et engendre encore aujourd'hui.

LEXIQUE

ADC : Conseil du Diamant Africain (traduit de l'anglais : African Diamond Council).

ADPA : Association des Producteurs de Diamants Africains (traduit de l'anglais : African Diamonds Producers Association).

Cheminée de kimberlite : Canal verticale dans la croûte terrestre dans laquelle se forme la kimberlite, la roche volcanique à l'origine du diamant.

CMD : Conseil Mondial des diamants (traduit de l'anglais : World Diamonds Council (WDC)).

CMD : Concentration en milieu dense, procédé servant à séparer le diamant de la kimberlite.

CVD : Dépôt chimique en phase vapeur (traduit de l'anglais : Chemical vapor deposition), et une technique employée pour la fabrication de diamants synthétiques.

FAA : Police nationale angolaise (traduit du portugais : Forças Armadas Angolanas).

FNLA : Front National de Libération de l'Angola (traduit du portugais : Frente Nacional de Libertação de Angola).

HPHT : Haute pression – haute température, technique employée pour la fabrication de diamants synthétiques.

HRD : Grand conseil des diamants (traduit du néerlandais : Hoge Raad voor Diamant).

IDA : Association du Diamant Industriel, traduit de l'anglais Industrial Diamond Association.

Kimberlite : Roche volcanique dans laquelle se forme le diamant.

Mine alluviale : Résultat de l'érosion de la kimberlite dans les rivières il y a 80 à 120 millions d'années.

MPLA : Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (traduit du portugais : Movimento Popular de Libertação de Angola).

ONG : Organisations non-gouvernementales.

ONU : Organisation des Nations Unies.

PK : Processus de Kimberley.

Shibalo : Mesure mise en place afin de mettre fin à l'esclavage comme système de travail. Ce dernier, appliqué du 19^{ème} au 20^{ème} siècle, imposait aux Africains une obligation morale et légale de travailler.

UNITA : Union Nationale pour l'Indépendance totale de l'Angola (traduit du portugais : União Nacional para a Independência Total de Angola) .

BIBLIOGRAPHIE

AJ+ Français. *Bague de fiançailles : Pourquoi le diamant ?* 2019 www.youtube.com, <https://www.youtube.com/watch?v=7c-8a4TmzCM>. Consulté le 5 février 2022.

Ali, Saleem H. « The Ecology of Diamond Sourcing: From Mined to Synthetic Gems as a Sustainable Transition ». *Journal of Bioeconomics*, vol. 19, n° 1, avril 2017, p. 115-26. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.1007/s10818-016-9241-8>.

Bruns, Chris. *L'Angola veut produire plus de diamants grâce à un marché plus libre*. www.youtube.com, <https://www.youtube.com/watch?v=2ptg8tpAa04>. Consulté le 17 février 2022.

Ceppi, Jean-Philippe. « Comme les Nations Unies, la Suisse veut sanctionner les rebelles angolais de l'UNITA ». *Le Temps*, 30 juillet 1998. www.letemps.ch, <https://www.letemps.ch/suisse/nations-unies-suisse-veut-sanctionner-rebelles-angolais-lunita>.

Chanda, Tirthankar. « Angola: «La mémoire de la guerre civile est instrumentalisée par le pouvoir» ». *RFI*, 4 avril 2017, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20170403-didier-peclard-angola-guerre-civile-dos-santos-savimbi-unita-mpla-anniversaire>.

Cleveland, Todd Charles et University of Minnesota. *Rock Solid: African Laborers on the Diamond Mines of the Companhia de Diamantes de Angola (Diamang), 1917-1975*. 2008. *Open WorldCat*, http://gateway.proquest.com/openurl?url_ver=Z39.88-2004&rft_val_fmt=info:ofi/fmt:kev:mtx:dissertation&res_dat=xri:pqdiss&rft_dat=xri:pqdiss:3318009.

Davidson, Nigel. *The lion that didn't roar: can the Kimberley Process stop the blood diamonds trade?* ANU Press, 2016.

De Boeck, Filip. « *Garimpeiro* Worlds: Digging, Dying & 'Hunting' for Diamonds in Angola ». *Review of African Political Economy*, vol. 28, n° 90, décembre 2001, p. 549-62. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.1080/03056240108704565>.

De Montmorin, Gabrielle. « Diamants naturels ou synthétiques : le duel éthique ». *Les Echos*, 21 mai 2021, <https://www.lesechos.fr/weekend/mode-beaute/diamants-naturels-ou-synthetiques-le-duel-ethique-1316918>.

Delorme, Florian. « Les routes du diamant - 4/4 - Les diamants du sang ». *France Culture*, <https://www.franceculture.fr/emissions/culturesmonde/les-routes-du-diamant-44-les-diamants-du-sang>. Consulté le 5 février 2022.

Euronews. « The Mining Industry in Angola, No Longer a Diamond in the Rough ». *Euronews*, 17 mars 2021, <https://www.euronews.com/2021/03/17/the-mining-industry-in-angola-no-longer-a-diamond-in-the-rough>.

Ferreira-Baptista, Lopes, et al. « Impact of Mining on the Environment and Water Resources in Northeastern Angola ». *Biodiversity & Ecology*, vol. 6, avril 2018, p. 155-59. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.7809/b-e.00318>.

Gordon, Christine. *Revue annuelle de l'industrie des diamants* : République de L'Angola. Partnership Canada Africa, juillet 2004, <https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2017/09/Angola-2004.pdf>.

Hoekstra, Quint. « Conflict diamonds and the Angolan Civil War (1992–2002) ». *Third World Quarterly*, vol. 40, n° 7, juillet 2019, p. 1322-39. *Taylor and Francis+NEJM*, <https://doi.org/10.1080/01436597.2019.1612740>.

Kimberley Process. « Liste des participants au Kimberley Process 2022 ». *Kimberley Process*, <https://www.kimberleyprocess.com/fr/participants-fr>.

Oxfam IBIS. *Blood Diamonds Forever (UK) Angola 2003*. *www.youtube.com*, <https://www.youtube.com/watch?v=5oSmwyWBwQs>. Consulté le 5 février 2022.

Pointon, Marcia. *Rocks, Ice and Dirty Stones: Diamond Histories*. Reaktion Books, 2017.
Power, Marcus. « Patrimonialism & Petro-diamond Capitalism: Peace, Geopolitics & the Economics of War in Angola ». *Review of African Political Economy*, vol. 28, n° 90, décembre 2001, p. 489-502. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.1080/03056240108704561>.

Sherman, Jake H. « Profit vs. Peace: The Clandestine Diamond Economy of Angola ». *Journal of International Affairs*, vol. 53, n° 2, 2000, p. 699-719. JSTOR, <https://www.jstor.org/stable/24357771>.

Uskokovic, Alexandra. *Study of modern gem-quality lab-grow diamonds' future impact on the traditional luxury fine jewelry Maisons in France*. EDC Paris, 2019.

Van Munster, Maarten, et Joris Van Wijk. « Angola : la boîte de Pandore de “la compréhension et du pardon” ». *JusticeInfo.net*, 14 janvier 2020, <https://www.justiceinfo.net/fr/43526-angola-boite-pandore-comprehension-pardon.html>.

ICONOGRAPHIE

Figure 1 : Diamang , *Ouvriers dans la mine Luaco*, Lunda Norte, Angola, 1927 . <https://www.diamang.com/A-Companhia/Trabalho/Minas/i-MqxpXmJ/A>.

Figure 2 : *Illustration montrant Cecil Rhodes régnant sur l'Afrique*, 1892. <https://www.bbc.com/news/magazine-32131829>.

Figure 3 : De Beers, *Publicité « A Diamond is forever »*, 1954. <https://www.forevermark.com/en/now-forever/a-diamond-is-forever/frances-gerety/>.

Figure 4 : Aglaja, *Pays participant au Processus de Kimberley*, 2007. https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Kimberley_process.PNG.

Figure 5 : Associated Press, *Groupes de mineurs creusant dans les champs diamantifères de Marange*, Zimbabwe, 2006. <https://www.hrw.org/fr/news/2011/06/28/zimbabwe-le-processus-de-kimberley-est-gravement-endommage>.

Figure 6 : Diamang, *La danse du voleur*, Lunda, Angola. <https://www.diamang.com/Povo/Musica-e-Dancas/i-4TngNRt/A>.

Figure 7 : *Carte de l'Angola montrant la vaste zone de concession minière de Diamang et en plus petit sa zone d'approvisionnement en main-d'œuvre opérationnelle et exclusive dans les provinces de Lunda*, vers 1963. https://www.researchgate.net/figure/Map-of-Angola-including-Diamangs-concessionary-area-the-extensive-lightly-shaded_fig1_259316516.

Figure 8 : John Liebenberg, *Les habitants de Huambo fuyant l'occupation brutale de la ville par les forces de l'UNITA*, Angola, 1992. <https://digitalcollections.lib.uct.ac.za/islandora/object/islandora%3A7073>.

Figure 9 : Cloete Breytenbach, *Les forces armées de l'UNITA*, 1966. <https://jornalf8.net/2018/cloete-breytenbach-fotojornalista-confianca-jonas-savimbi/>.

Figure 10 : John Liebenberg, *Diamants trouvés dans la rivière Luachimo*, Lunda Norte, Angola, 1966. <https://digitalcollections.lib.uct.ac.za/collection/islandora-6990>.

Figure 11 : John Liebenberg, *Un garimpeiro à la recherche de diamants*, Lunda Norte, Angola 1994. <https://digitalcollections.lib.uct.ac.za/collection/islandora-7023>.

Figure 12 : Jack Picone, *Femmes et enfants dans une habitation criblée de balles*, 1993. <https://www.aljazeera.com/features/2015/10/2/armed-with-a-camera-confessions-of-a-war-photographer>.

Figure 13 : John Liebenberg, *Centre d'alimentation de Caritas*, Malanje, Angola, 1993. <https://digitalcollections.lib.uct.ac.za/collection/islandora-6987>.

Figure 14 : *Centre de polissage*, Saurimo, 2021. <https://www.verangola.net/va/en/082021/RawMaterials/26955/João-Lourenço-inaugurates-Saurimo-Diamond-Development-Pole.htm>.

Figure 15 : *Mine de Catoca*, Lunda Sul, Angola. <https://www.mining.com/worlds-fourth-biggest-diamond-mine-cuts-output-processing/>.

Figure 16 : *Pollution de la rivière Kasai*, Angola, 2021. <https://congovirtuel.com/information/une-fuite-dans-une-zone-d'extraction-de-diamants-dans-les-provinces-de-lunda-sul-et-lunda-norte>.

norte-en-angola-a-cause-une-pollution-dans-le-fleuve-congoraphael-tshimanga-crrebac/

Figure 17 : *De gauche à droite, Diamant CVD, Diamant HPHT, Diamant naturel.* <https://www.gia.edu/gia-news-research/difference-between-natural-laboratory-grown-diamonds>

Figure 18 : Gemesis Corporation, *Machines de dépôt de vapeur chimique (CVD)*, États-Unis. <https://regentjewelers.net/blogs/news/lab-grown-diamond-lie>.

Figure 19 : *Machines pour le procédé de la haute pression – haute température (HPHT).* <https://www.gia.edu/gia-news-research/difference-between-natural-laboratory-grown-diamonds>.

Figure 20 : Maison JEM, *Solitaire Octogone en Or blanc éthique 18 carats serti d'un diamant de synthèse taille émeraude et pavé de diamants synthétiques.* https://www.jem-paris.com/fr/produits/solitaire-octogone-large-pave-emeraude_or-blanc-ethique-fairmined_large-pave-emeraude_1-carat.

